

L'affiche.

Voilà que pour la première fois je me trouve à interroger une affiche repostée sur ce fil que je suis sensé réguler. Deux aspects de cette affiche, dont par ailleurs je partage ce qui la motive, me préoccupent, indépendamment l'un de l'autre ; et plus encore du fait de leur entrelacement dans la composition de l'affiche.

Tous deux ont une grande importance symbolique et politique du fait même qu'ils structurent le message public que porte cette affiche, et leur réunion dans cette composition d'affiche me semble devoir être discutée.

Le premier aspect concerne la photographie placée au centre de l'affiche, présentant un groupe de représentants français accompagnés d'un homme en arme, comprenant la députée française Caroline Yadan, l'ex Premier Ministre de la France Gabriel Attal, les ancien.ne.s ministres macronistes Prisca Théveno et Guillaume Kasbarian, et un homme civil israélien, armé, sensé représenter le peuple israélien menacé par les palestiniens, à qui le vote du projet de "loi DAYAN", en criminalisant toute contestation, des crimes de l'État d'Israël et des milices qu'il équipe, apporterait le soutien de la France en "[muselant] les critiques de l'Etat israélien, en violation des principes de l'Etat de droit et de la liberté d'expression"¹ en France comme dénonce la Ligue des Droits de l'Homme.

Le second aspect concerne la composition du panel d'organisations signataires de l'affiche. Lors de la première édition de l'affiche sur Internet, vue le vendredi 3 avril, le panel signataire comprend des groupes de soutien à la Palestine actifs à Lyon : - "Urgence Palestine" - "Agir pour la Palestine" - Une organisation historique de juifs antisionistes l'UJFP (Union juive Française pour la Paix), un petit groupe participant à la flotille pour Gaza - "Waves for Freedom France" ; ainsi que des organisations sensibles à la critique décoloniale et plutôt composées de jeunes générations : "Youth Struggle Lyon", organisation de jeunes socialistes et internationalistes - le collectif juif décolonial "Tsedek!", auxquelles il faut ajouter le MKF "Mouvement Kanak en France" pour qui l'enjeu décolonial est une réalité concrètement vécue .

Ce qui frappe en premier lieu dans ce panel, c'est l'absence du "Collectif 69 de soutien au peuple palestinien", organisation historique s'il en est, dans le mouvement de soutien au peuple palestinien.



¹ - Voir l'appel de la LDH aux députés pour le boycott de ce projet de loi : <https://www.ldh-france.org/interpellez-les-parlementaires-votez-contre-la-dangereuse-loi-yadan/>

Une seconde version de l'affiche a été diffusée le dimanche 5 avril , avec une extension de la liste des signataires, mais toujours sans le logo du collectif 69.

Sur le premier aspect, de la composition de l'affiche

La composition de l'affiche semble marquer un tournant dans la sémantique de la publicité du mouvement de soutien au peuple palestinien.

De la simple évocation par le mot Palestine et plus récemment le simple mot Gaza, entourés des couleurs de la Palestine, qui constituent le schéma de base des affiches depuis quelques années, avec les rameaux d'olivier et la trame du keffieh noir et blanc, jusqu'à la composition de cette affiche, il y a une étape nouvelle dans un parcours repérable au cours des 20 dernières années.

Un parcours jalonné de débats plus ou moins explicites et d'incriminations lors de procès contre des colleurs d'affiche. Ces débats ont porté selon le cas sur la représentation des armes de la résistance, comme cela a longtemps été le cas jusqu'aux années 2000 il me semble, mais aussi plus récemment, sur la représentation de la souffrance et de l'horreur, y compris des enfants, avec là aussi des débats et des incriminations.

Au-delà des mots, dans la composition de cette nouvelle affiche, on ne part plus de la souffrance des sujets de notre solidarité ni de notre empathie avec leur résistance. Ces sujets ne sont plus sur l'affiche. Ils ne sont même pas symbolisés par les couleurs verte, noire, blanche ou rouge, ou par la trame du keffieh.

L'affiche cible les auteurs du génocide et leurs complices, sans nécessité d'utiliser le terme génocide, non pas parce qu'il est visé par les interdits politiques que la loi Yadan voudrait légiférer, mais parce que ce n'est pas l'objet du message, alors que l'on pourrait considérer que c'est l'un des objets même du projet de loi Yadan que de proscrire ce qualificatif pour décrire la situation en Palestine.

De plus, d'un point de vue pratique, par un tel dispositif de composition de l'affiche, on change aussi la façon ou plutôt le geste de regarder. On ne distingue plus une forme symbolique, mais on doit se coller à l'affiche pour en voir les détails signifiés : l'arme, la députée, l'ex-premier ministre, la position de surplomb sur le sommet d'une colline, les villages à protéger en contrebas et la « quiétude » du pays en arrière plan.

Certes, l'usage de cette photo dans l'affiche semble cibler le message pervers de Yadan, Attal etc. en le dénonçant, mais pour inaugurer quelle nouvelle sémantique?

Ce qui se traduirait par un passage symbolique de la solidarité avec les victimes au ciblage des ennemis, et sans doute en se trompant d'ennemi, tant ce n'est plus l'État d'Israël qui est représenté dans l'affiche mais le peuple qui s'en revendique.

L'affiche montre l'occupation de la terre palestinienne par des civils armés avec le soutien de personnalités politiques françaises de haut niveau. Mais il n'y a pas de casques ni de chars de Tsahal. De sorte qu'un déplacement du message s'opère symboliquement sur les civils ennemis et non plus sur l'État Israélien et ses institutions.

Est-ce bien le message sur lequel nous devons baser notre mobilisation de soutien au peuple palestinien? Et vers quelle dérive cela peut-il nous emmener?

La diffusion et la signature de cette affiche est une grave faute politique à mon sens. Cette faute n'est pas seulement la responsabilité des organisations auteures et signataires de cette affiche, elle l'est aussi des représentants officiels de la France qui y figurent et dont les signataires font le jeu malgré eux, il me semble.

Sur le second aspect, celui des signatures et de l'absence de celle du collectif 69 de soutien au peuple palestinien.

Il me semble que le glissement sémantique sur lequel ce texte essaie d'attirer l'attention n'est pas sans lien avec une forme de crise dans le débat public populaire. J'entends par populaire ici ce qui n'est pas le débat porté par les corps constitués, les médias et les partis politiques. Mais plutôt le débat qui anime les rapports entre milieux mobilisés et notamment du point de vue de leur expression générationnelle, en comprenant la génération non seulement au sens de l'âge, mais aussi au sens de l'expérience - l'expérience sociale en particulier et sa traduction ou sa correspondance plus ou moins stable avec des formes publiques de manifestation culturelle et politique, lesquelles influencent les rapports de forces entre et dans les milieux et les corps constitués, autant qu'elles s'en nourrissent ou en dépendent.

Il me semble que deux niveaux d'observation assez couramment discutés pourraient peut-être illustrer cette évolution assez mouvementée du débat public populaire et peut-être éclairer ce qui se passe dans le mouvement social et dans le mouvement de soutien au peuple palestinien en particulier. (je ne prétends pas expliquer telle situation ou tel affect par des causes. Je cherche plutôt à formuler des pistes de réflexion qui pourraient permettre d'éviter une dramatisation compétitive préjudiciable aux gens comme aux causes qu'ils défendent, spécifiquement dans le cas du soutien au peuple palestinien).

Il me semble que l'on peut observer la concomitance de plusieurs axes de transformation sociale et générationnelle dont le principal, qui en est sans doute une forme de concrétisation, est peut-être celui de l'émergence politique de la banlieue comme lieu du politique à incidence supra-locale, comme en atteste les dernières élections municipales.

Les solidarités populaires, tout comme les solidarités publiques, ne peuvent plus être descendantes. Sans doute l'expression de cette nouvelle réalité concerne-t-elle aussi la dynamique du soutien au peuple palestinien en France.

En effet, on peut sans doute considérer en première apparence, que l'histoire du mouvement de soutien à la cause palestinienne a peut-être été jusqu'ici plutôt rattachée à des formes centre-urbaines de mobilisation mais s'appuyant en même temps sur la sensibilité des milieux périurbains, dans l'immigration en particulier.

Cependant, j'insiste sur l'aspect apparent de cette histoire dans le cas du soutien au peuple palestinien, car dans le même temps des dynamiques de solidarité périurbaine portées notamment par des milieux d'origine immigrée ont construit leur propres formes sans nécessairement occuper la scène centre-urbaine.

C'est notamment le cas dans l'agglomération lyonnaise, où les initiatives locales ou hyperlocales et même transnationales, ont mobilisé les milieux périurbains à des niveaux d'engagement réflexif, culturel et aussi politique, aux plans local et transnational, en lien avec les Palestiniens de Palestine comme du reste du monde, en lien ou non avec des cercles de réflexion spirituelle, en lien aussi

avec les dynamiques de mobilisation plutôt centre-urbaines. Cependant, une grande part des milieux militants centre-urbains méconnaissent et/ou ont méconnu ces formes de mobilisation.

Ce n'est pas le cas du collectif 69 de solidarité avec le peuple palestinien, qui certes mobilise des milieux centre-urbain politiques, syndicaux, étudiants depuis de nombreuses années, mais est aussi en lien, depuis son origine, avec des initiatives et réseaux périurbains qui sont constitutifs de son histoire au même titre que les militant centre-urbains qui y participent.

Mais l'émergence de la banlieue comme lieu du politique à incidence supra locale ne pouvait sans doute pas s'opérer sans quelques remises en question des lieux de la mobilisation, surtout sur une cause si fondatrice que celle-là dans la constitution politique des milieux sociaux péri-urbain.

Il me semble aussi que l'inscription de générations successives d'étudiant.e.s issues de l'immigration dans les universités a largement contribué à des hybridations thématiques sur le plan intellectuel et politique, parmi lesquelles le décolonial dans sa forme "ici et pas seulement ailleurs", "dans nos mœurs et pas seulement dans celles des autres", a ouvert d'autres perspectives de connexion entre nouvelles générations intra et péri-urbaines, notamment à travers des formes radicales de lutte antiracistes et antifascistes, qui me semblent apparaître dans ce qui pourrait être compris comme une amorce de recomposition du mouvement politique de soutien à la cause palestinienne, dans ses contenus comme dans ses formes.

Que les mouvement sociaux et les organisations militantes soient percutés par ces transformations ne doit pas surprendre. Ce qu'il nous reste à apprendre, peut-être, c'est comment vivre de manière intergénérationnelle ces transformations, sans jeter le "bébé avec l'eau du bain", en l'occurrence ici, la connaissance, le savoir faire, la culture et les relations extraordinaires qui se sont construites à partir de l'action du collectif, comme à partir des initiatives propres aux héritiers de l'immigration et des milieux périurbain, dans la région lyonnaise, mais aussi en France, en Europe, dans le reste du Monde et aussi en Palestine, et dans sa diaspora.

Le risque d'une dynamique de rupture, au-delà des enjeux d'une invention de nouveaux rapports intergénérationnel (non seulement génération d'âge mais aussi générations d'expérience) serait de confondre l'enjeu générationnel avec l'enjeu politique du mouvement de soutien au peuple palestinien.

Je pense en particulier au fait qu'il n'est pas souhaitable à mon sens de construire une rencontre intergénérationnelle des mobilisations, basée sur des perspectives *va-t-en -guerre* reposant sur des énoncés politiques tels que le « *soutien à la lutte armée du peuple palestinien* », « *la Palestine du Jourdain à la Méditerranée* », et bien d'autres qui ne sont pas les énoncés portés par les forces de mobilisation ni même sans doute par les espérances raisonnées de palestiniens de Palestine, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, dans le Golf Arabique... Nous sommes en France, en Europe si l'on peut, et la pertinence de notre mobilisation se mesure à ce qu'apporte cette réalité pratique dans notre capacité à influencer sur les solidarités locales, les politiques nationales et internationales, à partir de là, tout en fournissant des solidarités directes aux Palestinien.ne.s.

Tentons d'éviter un éclatement du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien en confondant nos enjeux intergénérationnels (au double sens de l'âge et de l'expérience sociale et politique) avec les enjeux de la lutte du peuple Palestinien pour sa survie et sa dignité.

Hervé Paris, le 6 avril 2026